L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 72, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 3 DECEMBRE 1860.

G. W. WEISSE / N. DUFOUR / S. HARDY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, LUNDI MATIN, 3 DECEMBRE.

Pour la feuilleton, voir la seconde page.

MARCHE AUX SUCRIAUX.

Nous publierons, à partir de ce jour, un rapport quotidien du *Marché aux Sucreaux*. L'établissement des opérations qui se font dans ce marché indique avec exactitude qu'un marché nouveau plus en plus leur sphère d'utilité l'obligation d'en enregistrer les variations, de sorte leurs lecteurs au courant des arrivages de boucaux, déchargements à l'abonnement public, et de les renseigner sur les prix de la place. Le samedi matin, l'*Abeille* renfermera une revue de la semaine. La revue et le rapport quotidien se trouveront à la 2me page du journal, à la suite du Bulletin Commercial.

Vente d'Immeubles de ce jour

Par J. Sauvé, 74 rue du Chantier, et chambellan absent.

Par G. Lafourcade, Bienne & Cie., 69 rue de Chartres.—Commerces et établissements d'hôtes.

Par les mêmes, à 10 heures, à leur magasin d'encans rue de Chartres, Nos. 69.—Cotons balais.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, dans la rue Vieille Levee, No. 56.—Meubles, toilettes, chambre, cuisine, comptoir, etc.

Vente d'Immeubles de ce jour

Par J. Sauvé, 74 rue du Chantier, et chambellan absent.

Par G. Lafourcade, Bienne & Cie., 69 rue de Chartres.—Commerces et établissements d'hôtes.

Par les mêmes, à 10 heures, à leur magasin d'encans rue de Chartres, Nos. 69.—Cotons balais.

Par Bernard Turpin, à 10 heures et demie, dans la rue Vieille Levee, No. 56.—Meubles, toilettes, chambre, cuisine, comptoir, etc.

Sessions du Congrès.

C'est aujourd'hui que doit s'ouvrir la seconde session du trente sixième Congrès. Sans les circonstances critiques dans lesquelles se trouve l'Union, cette session eût été insignifiante par suite de la division des forces, mais la présence de conflit qui est sur le point de s'engager entre les deux sections du pays et les menaces de séparation immédiate de la part de quelques états elle acquiert une importance exceptionnelle.

Cette session va fournir au parti républicain l'occasion de définir nettement son attitude et de déterminer la manière dont il entend user du pouvoir fédéral. Si les vues de M. Lincoln n'y sont pas exprimées par lui-même, elles le seront au moins par ses amis, et leur langage recueilli dans les compte-rendus des séances n'en a un caractère plus officiel que les conversations vraies ou supposées rapportées par les journaux ou le télégraphe. Il sera donc permis d'apprécier avec un peu plus de certitude la conduite du futur président des Etats-Unis.

D'un autre côté, les représentants de tous les états du Sud se trouvant réunis, pourront avoir des communications fréquentes et se consulter sur la crise actuelle. Peut être arriveront-ils à s'entendre sur un plan commun dont ils pourront recommander l'adoption à leurs états respectifs. La discussion sera sans doute vive, mais elle mettra au moins toutes les faces de la question et fera connaître l'opinion des différents états du Sud sur le problème de la dénonciation.

Enfin, l'administration va parler et le message du Président Buchanan nous apprendra le remède que le vieux diplomate sera imaginé pour nous tirer de la fâcheuse situation dans laquelle nous a placés sa déplorable inimitié contre M. Douglas. Il est certain que sans l'appui moral et matériel de l'administration la scission du parti démocrate ne aurait pu s'opérer et que la victoire eût échappé encore cette fois aux républicains. Or, de la part des démissionnaires par la tactique était bonne, infaillible même. Ils voulaient l'élection de Lincoln pour en se dénoncer, ils ont travaillé et conspiré, et aujourd'hui ils ont recueilli avec ensemble la demande la séparation. Mais la position de ceux qui ont coopéré à la ruine du parti démocrate sans vouloir la désunion et qui se récrient contre les projets de séparation est vraiment pitoyable. On les croit prêts ou qui arriverait et ils jouent en ce moment un rôle ne pouvait ou ils n'eussent prévu, et dans ce cas on ne peut que les classer dans la catégorie des niais. C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les deux assistants de paul Morphy, MM. Breckinridge et Lane qui prostituent sincèrement de leur amour pour l'Union et qui ont été dupes de la comédie. Quant à M. Buchanan, il est trop rompu aux intrigues politiques pour n'avoir pas compris la portée de mouvement auquel il a pris part, mais en ce moment il croit que ce mouvement n'aboutira qu'à l'exil d'Abraham et cherchera par tous les moyens à en prolonger la durée.

Néanmoins la réunion du Congrès suivie par la réunion d'un grand nombre de législateurs va donner une forme précise et palpable à la crise politique, et il est à souhaiter que cela donne un motif à la détermination : car ce que tout le monde demande c'est une solution.

LES POLITIQUE ET LES PRECHEURS.—Nous

avons toujours blâmé énergiquement l'immixtion dans les affaires politiques des ministres de la religion, tout aussi bien que des événements religieux dans les séances de nos corps politiques. Quelques ministres des sectes protestantes ont suivi l'exemple de jeter d'autres de prêcher la gouvernement pour se livrer à des déclamations politiques. Nous voyons avec regret l'exemple donné par les prêcheurs français du Nord suivi par ceux du Sud. Le religieux n'a rien à gagner à descendre dans l'arène de la politique et quelqu'il semble qu'ait pu être l'intention de ses partisans, leur zèle doit être désapprouvé comme contrariant un précédent établi. C'est ouvrir la porte aux abus en n'ont ce qu'il importe d'éviter dans les circonstances difficiles du moment. Un des grands principes reconnus par nos constitutions est que la religion n'a rien à voir dans nos affaires temporelles, et ce principe est la plus forte garantie de la liberté de conscience. Le Sénateur d'un jour d'antienne de prêcher pour la première Assemblée de l'Etat est une coutume parisienne qui est une violation de nos principes et nous avons peine à comprendre qu'elle ait pu s'introduire en Louisiane.

NOUVELLE MAISON DE CHAPELLERIE.—

MM. Piquet & Bouvet ont fondé, il y a deux mois, un magasin rue du Canal, coin de chemin de City Hall, une maison de chapellerie dont la vogue est déjà établie et qui s'étendra les faubourgs modernes de la Nouvelle-Orléans. Cette maison, habilement dirigée par les propriétaires directeurs des premières manufactures parisiennes, fait voir que des chapeaux de tout genre et de tout modèle, pour hommes et vêtues, avec une rare perfection et une rare élégance dans les articles pointues que forment la spécialité. A la question de prix, les mêmes avantages sont offerts par MM. Piquet & Bouvet et jugeant la façon, la légèreté et la solidité : nous avons eu occasion de voir que la garantie intérieure de leurs chapeaux adhère à la coiffe, ce qui est une notable amélioration. En fabriquant en outre des casquettes dans tous les genres, des képis, shakos, bonnets-marins, et tout ce qui concerne la chapellerie militaire. Nous souhaitons à une maison qui a un spécial intéressant du public sur l'ouverture de sa nouvelle maison publié aujourd'hui dans notre journal.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Le Président et la Caroline du Sud.

Washington, 1er décembre.—Le Président a l'appui que la Caroline du Sud appréhenda un position et n'assistera pas formellement aux collisions qui pourraient survenir. Il maintiendra désarmements les lois, collectera les revenus et protégera les propriétés publiques dans toutes les conjonctures.

New-York, 30 novembre.—Une dépêche de Washington, adressée à un des journaux de la ville, porte que le Président invité pour l'exécution des lois fédérales et dit qu'il les maintiendra à tous risques, et que son devoir n'apparaissait pas ce qu'il permettait que les démonstrations pressantes passassent des forts fédéraux en ruines sans les revenus fédéraux. Le Président prévoit le danger d'une collision entre les deux sources.

Mouvements dans l'Indiana.

New Albany, 30 novembre. — Un immense meeting réuni ici a passé des résolutions portant que les citoyens de l'Indiana désirent vivre en bonne intelligence avec le Sud; que les mesures de la Convention doivent être respectées, et que le Sud a raison de se plaindre du tel sur la liberté personnelle. Le meeting a adopté des résolutions contenant un appel aux hommes de bien de tous les partis, pour les engager à former dans les différentes sections du pays et les menaces de séparation immédiate de la part de quelques états elle acquiert une importance exceptionnelle.

Sessions du Congrès.

C'est aujourd'hui que doit s'ouvrir la seconde session du trente sixième Congrès. Sans les circonstances critiques dans lesquelles se trouve l'Union, cette session eût été insignifiante par suite de la division des forces, mais la présence de conflit qui est sur le point de s'engager entre les deux sections du pays et les menaces de séparation immédiate de la part de quelques états elle acquiert une importance exceptionnelle.

Cette session va fournir au parti républicain l'occasion de définir nettement son attitude et de déterminer la manière dont il entend user du pouvoir fédéral. Si les vues de M. Lincoln n'y sont pas exprimées par lui-même, elles le seront au moins par ses amis, et leur langage recueilli dans les compte-rendus des séances n'en a un caractère plus officiel que les conversations vraies ou supposées rapportées par les journaux ou le télégraphe. Il sera donc permis d'apprécier avec un peu plus de certitude la conduite du futur président des Etats-Unis.

D'un autre côté, les représentants de tous les états du Sud se trouvant réunis, pourront avoir des communications fréquentes et se consulter sur la crise actuelle. Peut être arriveront-ils à s'entendre sur un plan commun dont ils pourront recommander l'adoption à leurs états respectifs. La discussion sera sans doute vive, mais elle mettra au moins toutes les faces de la question et fera connaître l'opinion des différents états du Sud sur le problème de la dénonciation.

Enfin, l'administration va parler et le message du Président Buchanan nous apprendra le remède que le vieux diplomate sera imaginé pour nous tirer de la fâcheuse situation dans laquelle nous a placés sa déplorable inimitié contre M. Douglas. Il est certain que sans l'appui moral et matériel de l'administration la scission du parti démocrate ne aurait pu s'opérer et que la victoire eût échappé encore cette fois aux républicains. Or, de la part des démissionnaires par la tactique était bonne, infaillible même. Ils voulaient l'élection de Lincoln pour en se dénoncer, ils ont travaillé et conspiré, et aujourd'hui ils ont recueilli avec ensemble la demande la séparation. Mais la position de ceux qui ont coopéré à la ruine du parti démocrate sans vouloir la désunion et qui se récrient contre les projets de séparation est vraiment pitoyable. On les croit prêts ou qui arriverait et ils jouent en ce moment un rôle ne pouvait ou ils n'eussent prévu, et dans ce cas on ne peut que les classer dans la catégorie des niais. C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent les deux assistants de paul Morphy, MM. Breckinridge et Lane qui prostituent sincèrement de leur amour pour l'Union et qui ont été dupes de la comédie. Quant à M. Buchanan, il est trop rompu aux intrigues politiques pour n'avoir pas compris la portée de mouvement auquel il a pris part, mais en ce moment il croit que ce mouvement n'aboutira qu'à l'exil d'Abraham et cherchera par tous les moyens à en prolonger la durée.

Néanmoins la réunion du Congrès suivie par la réunion d'un grand nombre de législateurs va donner une forme précise et palpable à la crise politique, et il est à souhaiter que cela donne un motif à la détermination : car ce que tout le monde demande c'est une solution.

LES POLITIQUE ET LES PRECHEURS.—Nous

avons toujours blâmé énergiquement l'immixtion dans les affaires politiques des ministres de la religion, tout aussi bien que des événements religieux dans les séances de nos corps politiques. Quelques ministres des sectes protestantes ont suivi l'exemple de jeter d'autres de prêcher la gouvernement pour se livrer à des déclamations politiques. Nous voyons avec regret l'exemple donné par les prêcheurs français du Nord suivi par ceux du Sud. Le religieux n'a rien à gagner à descendre dans l'arène de la politique et quelqu'il semble qu'ait pu être l'intention de ses partisans, leur zèle doit être désapprouvé comme contrariant un précédent établi. C'est ouvrir la porte aux abus en n'ont ce qu'il importe d'éviter dans les circonstances difficiles du moment. Un des grands principes reconnus par nos constitutions est que la religion n'a rien à voir dans nos affaires temporelles, et ce principe est la plus forte garantie de la liberté de conscience. Le Sénateur d'un jour d'antienne de prêcher pour la première Assemblée de l'Etat est une coutume parisienne qui est une violation de nos principes et nous avons peine à comprendre qu'elle ait pu s'introduire en Louisiane.

NOUVELLE MAISON DE CHAPELLERIE.—

MM. Piquet & Bouvet ont fondé, il y a deux mois, un magasin rue du Canal, coin de chemin de City Hall, une maison de chapellerie dont la vogue est déjà établie et qui s'étendra les faubourgs modernes de la Nouvelle-Orléans. Cette maison, habilement dirigée par les propriétaires directeurs des premières manufactures parisiennes, fait voir que des chapeaux de tout genre et de tout modèle, pour hommes et vêtues, avec une rare perfection et une rare élégance dans les articles pointues que forment la spécialité. A la question de prix, les mêmes avantages sont offerts par MM. Piquet & Bouvet et jugeant la façon, la légèreté et la solidité : nous avons eu occasion de voir que la garantie intérieure de leurs chapeaux adhère à la coiffe, ce qui est une notable amélioration. En fabriquant en outre des casquettes dans tous les genres, des képis, shakos, bonnets-marins, et tout ce qui concerne la chapellerie militaire. Nous souhaitons à une maison qui a un spécial intéressant du public sur l'ouverture de sa nouvelle maison publié aujourd'hui dans notre journal.

Nous avons reçu par la malle express les journaux du Nord et de l'Ouest de dates plus récentes. Ceux de New-York sont du 28 décembre. Le service régulier recommencera dans deux jours.

TEXAS.—Le gouverneur Houston a promulgué un proclamation qu'il lui sera convoqué par la législature assistée qu'il lui sera convoqué par lui tel est le désir du peuple.

AMÉRIQUE DU SUD.—M. Clay, notre ministre au Pérou, a demandé ses passeports et il est parti de Lima parce que le président Castilla a refusé de déposer une somme d'argent entre les mains d'une commission mixte chargée d'examiner les réclamations de citoyens américains. Le Pérou prétend qu'il y a lieu de prendre une troisième puissance comme arbitre. Dans le Chili on se préoccupe de nouveau d'un projet de grande confédération entre les républiques de l'Amérique du Centre et du Sud.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—*Robert-le-Diable.*—Ce soir, représentation de *Robert* par MM. Philippe, Gébrihel, Derrivat et Mmes. Borchardt et Fauré. Mlle. Galetti danseuse dont le mérite est déjà connu à la Nelle-Orléans, paraîtra dans la scène des nonnes.

Les Mêtres aquatiques ont obtenu un beau succès hier soir. MM. Julian, Butaut, Gentzier et Mmes. Haquette, Melchissédech et Julian s'y sont fait applaudir.

THÉATRE D'ORLÉANS, CIRQUE HIXON.—C'est ce soir qu'aura lieu l'ouverture du Cirque Hixon au théâtre d'Orléans. Cette troupe a eu un représentation que pour une semaine et on assure qu'elle possède des objets remarquables qui seront tour les plus beaux de les plus brillants. On trouvera dans l'annonce la liste complète du personnel.

Il y a des loges réservées pour les familles de couleur.

CHEMIN DE FER DE CARROLLTON ET DE JEFFERSON.—Nous appelons l'attention des actionnaires de la ligne sur deux avis d'élections insérés dans nos colonnes.

ELECTION DE DIRECTEURS.—L'élection annuelle des directeurs de la compagnie du chemin de fer de Carrollton et de la compagnie du railway du lac Pontchartrain et de Jefferson, aura lieu lundi, 7 janvier prochain, dans les bureaux, rue Bourbon, No 13 1/2. Voir plus loin l'annonce du Secrétaire.

BONS MARCHÉS INTROUVABLES.—La maison Lucas & Masson, rue Royale à l'encoignure Conti, annonce qu'elle peut donner aux dames toutes les marchandises à des bons marchés introuvables partout ailleurs, aux conditions dans lesquelles elle est organisée et du chiffre peu élevé de ses frais. L'annonce donne des articles de toilette qu'on peut admirer dans les vitrines et du dernier bon goût et, la richesse de ses confections parisiennes, sorties de théâtre, &c., a valu au magasin de MM. Lucas & Masson une vogue justement méritée et que l'attrait de bon marché ne fera qu'accroître. On trouvera dans leur annonce une liste de prix qui donneront une idée des réductions opérées sur tous les articles.

OCCASION SANS PAREILLE.—Les dames se presseront en foule cette semaine dans les magasins de MM. U. Laroussini & Cie, rue du Canal et rue Bienville, pour profiter de bon marché annoncé par ces messieurs. Le système adopté par eux garantit la réalité des rabais effectués sur les prix et dont les chiffres contenus dans l'annonce ne donnent qu'une faible idée. Ils ont l'intention d'écouler ainsi à un bon marché fabuleux *deux cent mille piastres* de marchandises riches. Les dames et les habitants des campagnes feront donc bien de ne pas manquer cette occasion unique de faire leurs achats à des conditions exceptionnelles. On trouvera dans l'annonce le détail des marchandises.

VÊTEMENTS CONFECTIONNÉS.—Le grand bazar de L. W. Lyons, à l'encoignure des rues Charles et Commerce, étale aux yeux le plus séduisant assortiment d'habillements confectionnés qu'on puisse imaginer, et on fera bien de se rappeler qu'en ce moment tout y est vendu au prix coûtant.

MODES, CONFECTIONS.—Nous signalons aux dames l'annonce de M. John Todd, de la rue des Charities, Nos 12 et 14. Il offre en ce moment à des prix d'une modicité inouïe un assortiment splendide de tous les articles de modes et de confections et de riches soieries. Tout cela est frais, coquet et si bon marché.

RESTAURANT D'EDWARD.—Nous recommandons aux gourmets le restaurant qu'a ouvert le mois dernier rue de l'Union, No 15, près de la rue Carondelet, M. Edward Deschaud. La cuisine y est supérieure, la cave bonne et le service bien fait. C'est un établissement de premier ordre comme on peut s'en assurer en allant y faire un bon dîner.

TRANSFERT DE BUREAU.—MM. Gottschalk & Magner, notaires, ont transféré leurs bureaux rue Carondelet, No. 35, au rez-de-chaussée. Voir à l'annonce.

CHRONIQUE LOCALE.

Les abolitionistes.—*Mise en liberté de Wm H. Harris.*—*Le docteur A. H. Burritt reçoit l'ordre de quitter la ville.*—*Préparatifs pour emplumer un steamboatman et un prêcheur des Ecossais publiques.*—Il règne une grande effervescence en ville depuis l'annonce de la mise en liberté de Harris. Les abolitionistes qui s'occupe activement des individus suspects et particulièrement de ceux qui sont accusés d'abolitionisme et d'hostilité parmi nous. Les citoyens sont sortis de chez eux la bandoulière qu'on a ouvertement reprochée. Gare aux fanatiques !

Nous avons annoncé, dans notre dernier numéro, que Wm F. Harris (prêcheur connu emporté avait demandé, par la voie de habeas corpus, à la cour de M. F. Field, un writ d'habeas corpus à la Première Cour de District. D'après c'est plaidoyer demandé matin.

M. Field a fait savoir que son district était complètement guerre qu'en homme il avait voté cela déclarer à un ami, (et cet homme n'était pas un partisan de l'esclavage) qu'il (M. Field) n'avait voté pour Lincoln s'il avait eu un ticket Breckinridge, qu'il y avait un autre bulletin qui eut un tirait fait naissance.

M. Monroe, greffier, a déclaré que Harris avait été arrêté par le shérif de police et lui, le greffier, en outre. Le lendemain matin, M. Monroe, ayant reçu communication par un témoin juré que le prisonnier Harris parlait de voter pour Lincoln. M. Field a prononcé en faveur de Hagin ; M. Monroe s'est empressé de lui donner le mandat de décharge qu'il lui fallait pour la mettre en liberté. Le prisonnier fut aussitôt à la maison, en compagnie de ses amis, qui l'attendaient sur le marché pour le féliciter.

Le docteur A. H. Burritt, médecin homéopathe, qui a été dénoncé comme abolitionniste, a reçu l'ordre de quitter la ville. Il a refusé d'obéir à cet ordre et a déclaré qu'il ne partirait que lorsqu'il le jugerait à propos. Il paraît que ces deux derniers faits ont produit une vive sensation parmi les citoyens, car on nous assure que le docteur Burritt a reçu la visite de plusieurs personnes qui lui ont conseillé de partir sans retard. Il paraît aussi que le docteur a reçu des lettres anonymes le menaçant de le traiter comme on a traité le steamboatman et le prêcheur écossais.

Nous ne savons pas encore si le docteur Burritt a quitté la ville ou s'il a persisté dans sa résolution de rester. Nous ne pouvons pas croire que les citoyens de la Nouvelle-Orléans soient assez lâches pour se livrer à des violences contre un homme qui a le droit de penser comme il l'entend et de dire ce qu'il pense.

Nous ne pouvons pas croire non plus